

LES ETATS DU CAUCASE DU SUD ET LA CRISE DU BOUCLIER ANTIMISSILES

PAR

GAÏDZ MINASSIAN (*)

La crise du bouclier antimissiles américain a plongé le Caucase du Sud – Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie – dans une nouvelle zone de turbulences (1). Région aux multiples marqueurs de tensions – conflits gelés d'Ossétie du Sud, d'Abkhazie et du Haut-Karabakh, crises au Caucase du Nord, rivalités énergétiques entre projets russes et occidentaux, autoritarisme des régimes locaux, montée de l'islamisme radical –, le Caucase du Sud est dépourvu de tout système de sécurité collectif capable de résister à l'appétit des puissances mondiales et régionales. Sans unité politique, ni marché commun, cet espace frappe ainsi par sa vulnérabilité, au point que certains observateurs doutent de son existence en tant que région. Forts de cette forte exposition au danger, les trois Etats sud-caucasiens ont-ils des raisons légitimes de s'inquiéter du projet américain d'installer un radar antimissiles en Europe centrale avec un prolongement dans la région, puis de la contre-proposition russe d'utiliser, conjointement avec Washington, la station de radar de Gabala en Azerbaïdjan comme «*alternative*» et non comme «*complément*» du plan américain? Quel serait l'impact de ces projets dans les trois capitales, alors que les Américains semblent se destiner à rejeter l'offre des Russes – ce qui ne manque pas de nourrir les bases d'une rhétorique de guerre froide aux accents plus géoéconomiques que géopolitiques?

L'ouverture d'un cycle de crispations d'un type nouveau entre les deux anciens ennemis de la seconde moitié du XX^e siècle a pour fond d'écran le contrôle de la mer Noire et ses accès. Au nom de cet enjeu stratégique, le Caucase du Sud, en tant que nouvelle ligne de démarcation, fait l'objet d'une instrumentalisation à outrance entre Russes, Américains et leurs alliés respectifs. A l'autre bout de l'échelle, si le Caucase du Sud est devenu en seize ans d'indépendance à l'Est, un espace de confrontation entre la Russie et les Etats-Unis, l'Azerbaïdjan sort renforcé de cette joute verbale autour du bouclier antimissiles, considérant que Russes et Américains pourraient coopérer en terre azérie en cas de retour au calme; fort de ses revenus pétroliers et des conséquences de cette affaire de bouclier antimissiles,

(*) Chercheur au Groupe d'analyse politique – Défense, Relations internationales, Sécurité (GAP-DRIS) de l'Université Nanterre (Paris X, France).

(1) Oleg GORUPAI, «The geopolitical whirlpool of the Caucasus», *Kraznaya Zvezda*, 8 oct. 2007.

Bakou creuse davantage l'écart avec ses voisins arménien et géorgien. Cependant, ce *leadership* azéri risque de briser l'équilibre militaire régional et d'accélérer la course à l'armement que se livrent les trois Etats depuis quelques années, faute de compromis sur les conflits gelés et d'entente régionale en écho aux menaces extérieures, *a fortiori* depuis l'adoption à l'unanimité, le 7 novembre 2007, par la Douma, d'un projet de loi sur la «*suspension par la fédération de Russie de l'application du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE)*» (2).

ENJEUX DE LA MER NOIRE ET INSTRUMENTALISATION DU CAUCASE DU SUD

Incapables d'assurer une quelconque coopération régionale depuis leur indépendance obtenue en 1991, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont laissé le Caucase du Sud se transformer en espace de rivalités entre la Russie, les Etats-Unis, l'Union européenne, la Turquie et l'Iran. Jamais sujet, souvent objet du couple histoire-géographie, le Caucase du Sud, riche en ressources énergétiques, est devenu l'enjeu de ces stratégies divergentes de domination du bassin de la mer Noire.

Tête de pont russe vers le Proche-Orient ou tremplin américain vers l'Asie centrale?

Les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, l'Union européenne, poursuivent leur politique de pénétration de la périphérie de la Russie en cherchant à contrôler les voies de communication des ressources de la Caspienne de l'Asie centrale jusqu'aux Balkans : en témoignent l'élargissement à l'Est de l'OTAN et de l'UE, le succès des pipelines BTC, BTS et BTE en 2005 et 2006, ainsi que les nouveaux projets d'oléoducs et de gazoducs destinés à alimenter les marchés européens à la recherche de diverses sources d'approvisionnement en or noir et en or bleu (3). Le projet américain de construire un bouclier antimissiles en Europe centrale en vue de se protéger de tirs venant d'Iran s'inscrit dans un vaste plan de protection du territoire américain et d'une partie de l'Europe : selon l'agence américaine de défense antimissiles, ce système de défense américain composé de radars (République tchèque) et de missiles intercepteurs (Pologne) comprend également l'installation d'un radar dans le Caucase du Sud, dont le but est de couvrir l'Europe du Sud d'un parapluie des Balkans à la Caspienne. Les Etats-Unis favorisent ainsi le désenclavement régional, la coopération bilatérale (Arménie-Géorgie, Géorgie-Azerbaïdjan) et les décrispations entre la Turquie et

(2) Stephen BLANK, «The CFE Treaty moratorium and its impact on the Caucasus' frozen conflicts», *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. IX, n° 15, 25 juil. 2007.

(3) Vladimir SOCOR, «White stream : additional outlet proposed for Caspian gas to Europe», *Eurasian Daily Monitor*, 12 oct. 2007.

l'Arménie ou la Géorgie et la Russie. Ils nourrissent l'espoir de voir sinon un Caucase du Sud transformé en carrefour économique, du moins de satelliser les trois autres États proches de la mer Noire, devenue une sorte de «lac atlantiste» protégé par la création de la BlackSeaFor (4). D'où l'initiative lancée le 21 septembre 2005 de construire en Azerbaïdjan deux stations radars aériens mobiles, l'une à Astara, sur la frontière avec l'Iran, l'autre à Kyzy, au nord-ouest de Bakou, tourné vers la Russie, dans le but de protéger les ressources de la Caspienne.

Hostiles à ces projets américains, les Russes ont adressé en juin 2007, à Washington, la contre-proposition d'utiliser conjointement la station de radar de Gabala en Azerbaïdjan. En voie de guérison depuis quelques années et toujours à la recherche de son ancien statut de grande puissance, la Russie est repartie à la conquête de sa périphérie en utilisant les leviers pétrolier et gazier comme de véritables instruments de domination de ces marchés émergents eurasiens. Outre cette concurrence économique légitime, souvent déloyale – il suffit de se souvenir de la guerre du gaz entre la Russie et ses voisins ukrainien, biélorusse, géorgien et arménien –, Moscou poursuit ses stratégies d'intégration de l'Arménie, d'intimidation de la Géorgie et de séduction de l'Azerbaïdjan, le tout dans le but de transformer cette ex-marche soviétique en verrou russe – la chute de l'URSS, rappelons-le, étant considérée par Vladimir Poutine, comme «*la pire catastrophe du XX^e siècle*».

Pragmatisme azéri, impatience géorgienne, prudence arménienne

Pour la Russie, le Caucase du Sud est une tête de pont sur le Proche-Orient; pour les États-Unis, c'est un tremplin vers l'Asie centrale. C'est dans ce contexte international nerveux que l'affaire du bouclier antimissiles américain a fait irruption sur l'agenda des États du Caucase du Sud. En deux ans, ces derniers sont passés d'une position de figurants à celle d'acteurs.

Soucieuse d'une politique équilibrée entre la Russie et les États-Unis, Bakou a, d'un côté, validé en 2005 le projet américain et, de l'autre, fait preuve de pragmatisme en jetant les bases d'un partenariat stratégique avec la Russie – une coopération tempérée cependant par quelques désillusions stratégiques (*statu quo* dans le conflit du Haut-Karabakh), politique (déficit dans la défense des droits de l'homme et des libertés) et sociale (impuissance face à la montée de l'islamisme radical). La Géorgie, ostensiblement pro-américaine, entretient des relations houleuses avec la Russie, qu'elle accuse de soutenir les séparatismes abkhaze et ossète; dans cette

(4) La BlackSeaFor a été créée en avril 2001 sur une idée américaine. Elle comprend la Bulgarie, la Roumanie, la Turquie, l'Ukraine, la Géorgie et la Russie, laquelle y participe plus pour se tenir informée de l'évolution que par conviction.

logique, Tbilissi aurait souhaité accueillir sur son territoire le projet anti-missiles américain. Cependant, Washington n'entend pas alimenter les tensions suffisamment fortes entre Tbilissi et Moscou, sans s'interdire toutefois le moment venu de doter cet Etat candidat à l'OTAN de moyens de défense ultra-modernes. Quant à l'Arménie, alliée de la Russie mais sensible à l'influence économique américaine, elle cherche à maintenir un semblant de politique de complémentarité des intérêts russes et occidentaux : en toute prudence, Erevan a répondu, en écho au projet américain, qu'il n'était pas «dans son intérêt de créer de nouvelles lignes de division dans une région instable».

L'Iran, prolongement des rivalités russo-américaines

A ce pragmatisme azéri, cette impatience géorgienne et cette prudence arménienne, est juxtaposé un autre volet complémentaire des rivalités autour des mers Noire et Caspienne : l'Iran. Outre qu'elle permet de déplacer vers le Sud le curseur de la sécurité régionale, la question iranienne complique davantage les choix stratégiques des Etats du Caucase du Sud. En effet, à travers la contre-proposition russe, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont pris conscience que la Russie ne nie plus la réalité d'une menace venant d'Iran, même si de nombreux observateurs restent persuadés que la Russie pratique la technique du double langage avec Téhéran (5) et la communauté internationale : Moscou s'en remet aux inspections de l'AIEA et au droit international pour régler la crise du nucléaire iranien et laisse se diffuser l'idée que l'Iran n'a pas vraiment les moyens de frapper des cibles américaine en Europe ou au Proche-Orient, tant ses missiles manquent de précision. Toutefois, pour les trois Etats du Caucase du Sud, la menace demeure : les tensions autour du programme nucléaire iranien et le risque d'un scénario de guerre contre l'Iran accroissent les capacités russes et américaines d'instrumentaliser le Caucase du Sud.

Pour l'Arménie, territoire de convergence des intérêts russo-iraniens, l'Iran est son débouché économique le plus sûr. La construction d'un gazoduc irano-arménien en 2007, certes contrôlé par le géant russe Gazprom, et la neutralité de Téhéran dans le conflit qui l'oppose à l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh favorisent son désenclavement et renforcent sa stabilité. Erevan est donc contre l'usage de son espace aérien pour frapper l'Iran, ainsi que l'a rappelé le Président arménien, Robert Kotcharian, à son homologue iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et au ministre de la Défense iranien, lors de rencontres qui ont eu successivement lieu à Erevan, en octobre et novembre 2007.

(5) Mehdi SANAIÉ, «Problems and prospects of iranian-russian relations», *Russia in Global Affairs*, n°2, juil.-sept. 2007.

De son côté, la Géorgie a signé un accord gazier avec l'Iran en décembre 2006, en vue d'échanger deux millions de m³ de gaz iranien par jour contre la fourniture d'électricité à Téhéran. Tbilissi, dont les routes commerciales ont été coupées avec la Russie depuis un an, entend diversifier ses approvisionnements en gaz et en pétrole, même si cela risque de favoriser le redressement de l'économie iranienne, contrairement à la volonté des Américains. Annulée en 2006 sous pression de Washington, la visite du président Ahmadinejad à Tbilissi en 2007 reste *a priori* d'actualité, quoique sans cesse reportée. L'Iran a en outre proposé – en vain – sa médiation dans le conflit russo-géorgien. Tbilissi fait tout pour éviter de s'exprimer sur le conflit américano-iranien et, par prudence, souhaite un règlement politique du problème.

Enfin, l'Azerbaïdjan, soucieux d'entretenir une politique de bon voisinage avec l'Iran (6), a officiellement refusé d'ouvrir son espace aérien à tout projet de frappes sur des cibles stratégiques iraniennes. Ce principe a été confirmé par les cinq pays de la Caspienne, dans une déclaration conjointe, signée lors du Sommet de Téhéran, le 16 octobre 2007. Deux mois auparavant, les Présidents iranien et azéri avaient évoqué «*le dialogue bilatéral fondé sur l'égalité des Etats*». Dans la déclaration finale, l'Azerbaïdjan a reconnu «*à l'Iran le droit d'utiliser l'énergie nucléaire civile dans le cadre du TNP et de la coopération avec l'AIEA*» (7). Cela étant, Iraniens et Azéris ont, en fait, leur propre agenda : Bakou veut laisser la porte ouverte à Téhéran pour préserver son équilibre dans ses relations entre la Russie et les Etats-Unis ; l'Iran serait prêt, quant à lui, à négocier un compromis avec Bakou sur le partage des richesses de la Caspienne, permettant à l'Azerbaïdjan d'être en meilleure position auprès de Bruxelles, qui cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en gaz et en pétrole. Ainsi, Bakou parviendrait à son échelle à réduire la menace sur l'Iran et faciliterait l'exploitation du gaz iranien vers l'Europe. Cela dit, les relations bilatérales sont empreintes de suspicions mutuelles : Bakou constate que le statut de la Caspienne n'est toujours pas réglé et dénonce la coopération entre l'Iran et l'Arménie ; pour Téhéran, Bakou n'a jamais officiellement renoncé à l'idée d'un «*Grand Azerbaïdjan*», comprenant entre 14 et 17 millions d'Iraniens de souche azérie, capables de déstabiliser le régime iranien. Les Azéris ont également autorisé Washington à rénover leurs principaux aéroports et à construire un radar mobile à Astara sur la frontière conjointe. Incontestablement, même en cas d'échec russo-américain, la question du bouclier antimissiles et ses répliques ont renforcé le poids régional de l'Azerbaïdjan.

(6) Azer KERIMOV, «*Azerbaijan again torn between America and Iran*», *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. IX, n° 15, 25 juil. 2007 ; Arif YUNUS, «*Azerbaijan between America and Iran*», *Russia in Global Affairs*, n° 3, juil.-sept. 2006.

(7) Rovshan ISMAYILOV, «*Iran-Azerbaijan summit? Brotherly feelings without results*», *Eurasianet.org*, 24 août 2007.

RENFORCEMENT DE L'AZERBAÏDJAN

Grâce à sa rente pétrolière et gazière, l'Azerbaïdjan connaît une croissance annuelle de près de 30 % depuis 2004 (8). Ses pipelines BTS, BTC et BTE ont été finalisés, d'autres grands projets en vue de transformer Bakou en territoire de transit énergétique sont en chantiers, notamment le projet Nabucco, qui permettra d'approvisionner l'Union européenne par la Turquie dans quelques années (9).

Gabala, un symbole vétuste de la récente normalisation russo-azérie

L'Azerbaïdjan entend conserver son *leadership* régional en renforçant son indépendance vis-à-vis de la Russie et des États-Unis. Bakou veut ainsi se doter d'une industrie de défense et n'a jamais exclu l'emploi de la force pour récupérer le Haut-Karabakh. Dans ce contexte de croissance exceptionnelle, l'Azerbaïdjan a interprété avec enthousiasme le projet américain et la contre-proposition russe : Bakou devient de ce fait une terre de dialogue entre la Russie et les États-Unis et conforte son rôle de puissance émergente (10). Le président azéri Ilham Aliiev a obtenu des Russes et des Américains que les intérêts vitaux de son pays soient systématiquement pris en compte et que toute initiative de l'un des deux camps, en cas de coopération, ait en premier lieu son consentement (11).

La réouverture de la station de Gabala (12) symbolise la normalisation des relations entre la Russie et l'Azerbaïdjan, amorcée depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin en 2000 (13). Ré-opérationnelle depuis 2002, pour une période de 10 ans de location – pour la somme de 7 millions de dollars par an (puis 14 millions de dollars en cas de reconduction du bail) –, la station de Gabala couvre un rayon de 6 000 km, mobilise 900 soldats russes sur place et peut détecter des missiles tirés d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique. A l'issue de sa mission à Gabala, en octobre 2007, peu avant la rencontre à Moscou entre Vladimir Poutine, Condoleezza Rice et Robert Gates, la délégation américaine a livré des conclusions qui compromettent la perspective d'un accord sur la contre-offre

(8) Farid ISMAILZADE, «Azerbaijan's growing economic capacity has yet to affect Karabakh resolution», *Eurasian Daily Monitor*, 11 oct. 2007.

(9) Vladimir SOCOR, «Nabucco gaz pipeline project is back on track», *Eurasian Daily Monitor*, 19 sept. 2007.

(10) Richard WEITZ, «The Gabala Gambit and Azerbaijan's geopolitics», *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. IX, n° 12, 13 juin 2007.

(11) Rovshan ISMAYILOV, «Azerbaijan ready to discuss Russian-American use of radar station», *Eurasianet.org*, 8 juin 2007.

(12) La station de Gabala (200 km à l'ouest de Bakou), est opérationnelle depuis 1985, pour un coût de 20 milliards de roubles. A l'époque communiste, elle permettait aux troupes spatiales soviétiques de surveiller les lancements éventuels de missiles balistiques intercontinentaux comme tout missile opérationnel tactique.

(13) Sergei BLAGOV, «Russia moves to repair ties with Azerbaijan», *Eurasianet.org*, 2 avril 2007.

russe (14). Cette station vétuste à l'équipement obsolète se trouve trop près de la frontière avec l'Iran et ne couvre pas l'ensemble du territoire iranien; de type Darial, la station de Gabala est en fait incompatible avec les systèmes de gestion antimissiles américains : c'est un système de pré-alerte, insuffisant à lui seul. Ainsi, selon les experts américains, Gabala verra le missile au moment du départ, mais n'aura pas le temps de réagir, un peu «*comme si une voiture arrivait à vive allure en face de vous sur l'autoroute*». Pour que Gabala soit efficace, il faudrait fournir des intercepteurs et un autre radar pour guider les antimissiles, afin de neutraliser toute agression. Enfin, il est techniquement impossible de tourner le radar vers la Russie, car il est immobile.

Gagner du temps et contenir l'Azerbaïdjan

Dans ces conditions, quel est l'objectif de la contre-proposition de la Russie ?

En premier lieu, Moscou veut, à n'en pas douter, gagner du temps et court-circuiter le projet américain de couvrir le Caucase du Sud d'un radar mobile (15). La Russie construit actuellement de nouvelles stations de radar de type Voronej et souhaiterait – mais il y a encore débat à Moscou – fermer tous les radars d'ancienne génération, de types Dniepr et Darial, à l'étranger, à savoir en Ukraine, au Kazakhstan, en Biélorussie et en Azerbaïdjan, donc Gabala. Dans la contre-proposition russe, il est également question d'utiliser conjointement la prochaine station de radar russe d'Armavir, en Russie, aux pieds du Caucase (à environ 200 km de Krasnodar) : elle devrait être plus moderne que celle de Gabala et pourra détecter le lancement de missiles mais aussi les vols d'oiseaux, selon les Russes, grâce à son grand pouvoir de résolution et de sensibilité. Le radar Voronej d'Armavir est un type de radar de nouvelle génération, un type modulaire avec un haut degré de finition, ce qui permet de le monter rapidement sur les axes potentiellement les plus menacés par les missiles. Outre Armavir, trois autres types de radar Voronej seront prochainement déployés à l'Est et au Nord de la Russie, pour un coup de 2 milliards de roubles chacun.

En second lieu, la manière dont Poutine a lancé cette contre-proposition confirme que Moscou n'a jamais renoncé à son vieux réflexe brejnévien de considérer les Etats périphériques comme des pays à souveraineté limitée. L'Azerbaïdjan n'a pas été associé aux premières étapes du projet du bouclier antimissiles, mais s'est greffé aux discussions russo-américaines. Pour certains observateurs, cette contre-offre russe fragilise l'Arménie en confé-

(14) Rovshan ISMAYILOV, «Analysts : chances slim for American-Russian radar station», *Eurasianet.org*, 29 août 2007.

(15) Stephen BLANK, «Putin's Gabala gambit : more than missiles», *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. IX, n° 12, 13 juin 2007.

rant à l'Azerbaïdjan un rôle régional prééminent. Pour d'autres, la politique russe de la main tendue à Washington a placé l'Azerbaïdjan sous étroite surveillance russo-américaine, réduisant sa marge de manœuvre et dissuadant les autorités azéries d'envisager l'usage de la force pour régler la question du Haut-Karabakh.

Au-delà des calculs politiques russes et au moins sur le plan symbolique, l'équilibre régional a cependant été rompu en faveur de l'Azerbaïdjan, ce qui provoque un nouvel élan dans la course à l'armement entre les trois Etats du Caucase du Sud, là aussi avec le concours de la Russie et des Etats-Unis.

RELANCE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS

La course aux armements a pris une triple dimension pour les Etats sud-caucasiens, tous confrontés à une guerre lors de la désintégration de l'URSS.

Région surarmée

Il y a d'abord un constat alarmant : le Caucase du Sud est aujourd'hui l'une des régions les plus militarisées au monde. Les trois Etats ont consacré près de 1,5 milliard de dollars de dépenses en armement sur un an : 900 millions de dollars pour l'Azerbaïdjan, 303 millions de dollars pour la Géorgie et 264 millions de dollars pour l'Arménie. Depuis 2000, le budget défense de l'Arménie a augmenté de 350 %, celui de l'Azerbaïdjan a été multiplié par 8 et celui de la Géorgie, par 10. Pour 2008, les prévisions sont aussi à la hausse : un milliard de dollars pour l'Azerbaïdjan, près de 720 millions de dollars pour la Géorgie et environ 400 millions de dollars pour l'Arménie (16). D'après le SIPRI et le London Institute for War and Peace, il y a 75 chars et 85 pièces d'artillerie par million d'habitants au Caucase du Sud, soit bien plus que l'Iran et la Turquie réunis. L'Azerbaïdjan compte 70 000 hommes, l'Arménie 50 000 hommes, auxquels s'ajoutent les 20 000 hommes qui composent l'armée de la « République du Haut-Karabakh » ; quant à la Géorgie, elle a annoncé qu'elle avait l'intention, d'ici 2010, d'augmenter ses effectifs à 32 000 soldats, au lieu des 20 000 de 2007. Pour les zones séparatistes de Géorgie, l'Abkhazie dispose de 5 000 combattants et l'Ossétie du Sud de 3 000 hommes (17). La Géorgie compte entre 80 et 100 chars, soit bien moins que l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud réunies (respectivement 100 et 87).

(16) M. ALKHAZASHVILI, « Like its neighbors, Georgia is growing its military, but for better reasons », *The Messenger*, 14 sept. 2007 ; Pavel FELGENHAUER, « Saakashvili : defiant and ready for actions », *Eurasian Daily Monitor*, 7 nov. 2007.

(17) Oleg GORUPAI, *op. cit.*

Les trois Etats sont présents en Iraq et au Kosovo. En Iraq, la Géorgie constitue d'ailleurs le troisième contingent de la coalition. Les troupes géorgiennes – 2 000 hommes – sont déployées dans la province de Wazit, le long de la frontière avec l'Iran (18), mais leur contingent devrait être ramené à 300 hommes d'ici la fin de l'été 2008 (19). En Afghanistan, l'Azerbaïdjan a annoncé le doublement de ses troupes, passant de 40 à 80 soldats. La Géorgie y maintient les siennes et l'Arménie examine la possibilité d'y dépêcher quelques unités.

Le rôle des organisations régionales : OTSC, OTAN, GUAM

Il y a ensuite trois processus irréversibles, au dénouement incertain : la consolidation de l'OTSC, de l'OTAN et du GUAM (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) participe de cette montée des tensions régionales.

Depuis le retrait de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan du TSC en 1999, l'Arménie est devenue le seul membre de l'OTSC dans la région et a intégré sa force de réaction rapide conjointe – avec un contingent russo-arménien de 1 500 hommes pour le flanc sud-ouest du Pacte de Tachkent. Plaçant sa sécurité aérienne sous le parapluie de l'OTSC, Erevan accueille aussi une base militaire russe, la 102^e à Gumri, équipée en missile S-300, Mig-29 et forte de 5 000 hommes. Une autre base comprenant 2 000 gardes-frontières se trouve sur la frontière avec l'Iran. Toutes deux relèvent du groupe des troupes russes de Transcaucasie de la région militaire du Caucase du Nord. Membre de l'OTSC, l'Arménie achète armements et équipements à des prix internes – soit au même tarif que l'armée russe. D'après Bakou, la Russie réfléchirait à ouvrir une troisième base en Arménie, ce qu'Erevan a démenti, accusant les Azéris d'agir ainsi pour justifier la construction d'une base militaire américaine sur leur territoire (20). Quoi qu'il en soit, la Russie entend ouvrir de nouvelles bases sur son territoire de l'Asie centrale au Caucase.

A son Sommet d'Istanbul en 2004, l'OTAN a désigné le Caucase du Sud comme une zone prioritaire. Bruxelles a signé en 2005 un IPAP avec les trois Etats. La Géorgie, qui a fait acte de candidature à l'OTAN en 2002 au Sommet de Prague, s'apprête à parapher un Plan d'action pour l'adhésion (MPA), dernière étape avant son invitation à rejoindre

(18) «Russia or its mind, Georgia flexes its muscle in Iraq», *The New York Times*, 8 oct. 2007; Koba LIKLIKADZE, «Iraq : as third-largest contingent, Georgia hopes to show its worth», *Radio Free Europe/Radio Liberty*, 10 sept. 2007.

(19) Nino MUMLADZE, «Georgia to withdraw most Iraq troops by next summer», *The Messenger*, 18 juillet. 2007.

(20) «Russia not going to establish 2nd military base in Armenia», *Panarmenian.net*, 10 sept. 2007. La Russie et l'Arménie n'ont jamais reconnu l'existence d'une seconde base russe à Meghri sur la frontière avec l'Iran. C'est pour cela que l'information évoque l'ouverture d'une seconde base. Or, plusieurs sources officielles et universitaires étrangères ont certifié la présence de 2 000 gardes-frontières russes près de la frontière avec l'Iran. Dans cette hypothèse, nous retenons l'éventuel projet d'ouverture d'une 3^e base russe en Arménie.

l'Alliance (21). Comme l'a souligné son ministre de la Défense, Gela Bezhushvili, lors d'une visite à Washington, le 14 septembre 2007, la Géorgie a rempli toutes ses obligations militaires en vue de rejoindre l'OTAN. Pour les Géorgiens, la balle est désormais dans le camp des pays membres. Or, Bruxelles veut se donner du temps : la candidature de la Géorgie ne figure pas à l'ordre du jour du prochain sommet de l'OTAN, à Bucarest, en 2008 (22).

Pour faciliter l'intégration des ex-Républiques soviétiques, l'OTAN compte plutôt sur le renforcement du GUAM, sous-ensemble de la CEI hostile à la domination russe, composé de quatre Etats en butte à des conflits séparatistes (Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie) et solidaires sur le plan énergétique contre les projets d'oléoducs russes (23). Ayant célébré ses dix ans en 2007, le GUAM s'apprête à se transformer en organisation de sécurité régionale en vue de délégitimer la présence russe dans les zones en litige. Dans ce but, les quatre partenaires ont l'intention de créer une force de réaction rapide susceptible de remplacer celles de la CEI – à majorité russe – en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Or, Moscou a promis, au Sommet de Douchanbé (Tadjikistan), en octobre 2007, de vendre plus d'armes, à moindre coût, à ses alliés de l'OTSC, en échange d'une plus grande implication de leur part dans des opérations de maintien de la paix dans la région, notamment en Géorgie (24) – l'Arménie et la Biélorussie étant particulièrement concernées.

Une triple incertitude

Une première inconnue est l'avenir du Traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE). En réponse au projet de bouclier antimissiles américain en Europe, la Douma a adopté un projet de loi sur le gel, par la Russie, de ce Traité, qui lui permet – si le Conseil de la Fédération (Haute Chambre) et le Président de la République russe agissent dans le même sens – de déplacer dorénavant ses troupes là où elle le veut. Moscou prie l'OTAN de ratifier la version révisée du Traité FCE en 1999 (25). Or, Bruxelles attend du Kremlin qu'il respecte d'abord son engagement de retirer ses troupes d'Abkhazie et de Transnistrie : en 2007, trois des quatre bases russes de la Géorgie ont été évacuées (Vaziani, Batumi, Akhalkalaki), mais reste celle de Gudauta en Abkhazie (26). En 2007, Tbilissi a inauguré

(21) «Georgia hankers for NATO admission», *Kommersant*, 14 sept. 2007.

(22) La Macédoine, la Croatie et l'Albanie devraient faire leur entrée à l'OTAN lors de ce sommet.

(23) Niklas NILSSON, «Guam leaders discuss conflict and energy in Baku», *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. IX, n° 13, 27 juin 2007.

(24) Vladimir SOCOR, «Russia setting up? Collective peacekeeping forces», *Eurasian Daily Monitor*, 3 oct. 2007.

(25) Vladimir SOCOR, «Action for action on the CFE Treaty : opportunity and risks», *Eurasian Daily Monitor*, 9 oct. 2007.

(26) Richard WEITZ, «Georgia and the CFE saga», *Central Asia-Caucasus Analyst*, vol. IX, n° 13, 27 juin 2007.

trois nouvelles bases militaires – Gori, Kutaïssi et Senaki – situées sur le principal axe routier géorgien qui coupe le pays en deux et protège la capitale.

Une autre incertitude renvoie au blocage dans le règlement des questions abkhaze et ossète. Dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre 2007, le président géorgien Mikhaïl Saakachvili a déclaré que les organisations internationales, comme l'OSCE, avaient échoué dans la résolution des conflits (27). Le chef de l'Etat géorgien a souhaité, avec le soutien de Bakou, que d'autres organisations, comme l'ONU, l'OTAN et le Conseil de l'Europe, se saisissent ou s'impliquent davantage dans le dossier des conflits gelés. Tbilissi s'est ainsi félicitée de l'adoption, par le Conseil de sécurité de l'ONU, de la résolution 1781, le 15 octobre 2007, qui «réaffirme l'attachement de tous les Etats membres à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Géorgie, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues». Il s'agit en fait d'une résolution de routine, qui consiste à proroger le mandat de la MONUG en Géorgie. A la grande joie de la Russie, la résolution 1781 souligne le «rôle stabilisateur important de la force de maintien de la paix de la CEI dans la zone du conflit» entre l'Abkhazie et la Géorgie. Tbilissi soutient également la création de gouvernements pro-géorgiens abkhaze et ossète en exil, pour disqualifier, aux yeux de la communauté internationale, les autorités rebelles fantoches de Soukhoumi et de Tskhinvali.

Quant à la dernière incertitude, la question du Haut-Karabakh, qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan, le Groupe de Minsk chargé de trouver une solution durable et présidé par la France, les Etats-Unis et la Russie, n'est toujours pas parvenu à un compromis, car les protagonistes préfèrent jouer la carte du temps. Bakou ne veut pas entendre parler du droit à l'autodétermination de la province arménienne et compte sur sa rente pétrolière pour se refaire une santé militaire. Erevan est persuadé que plus il y aura de consortiums occidentaux pétroliers et gaziers dans la région, moins Bakou aura la liberté d'employer la force pour régler le conflit. Les Arméniens suivent également de près les discussions sur le statut final du Kosovo, qui buttent toujours sur le droit à l'indépendance de la province albanaise. Dans les faits, c'est plutôt le dossier du Kosovo qui semble s'inspirer des méthodes de dialogue du Haut-Karabakh : en effet, une troïka (Russie-Etats-Unis-UE) a été mise en place au Kosovo en 2007 pour sortir de l'impasse suscitée par les conclusions du rapport Athisaari et formuler des propositions acceptables pour toutes les parties – au rythme où vont les négociations sur la question du Haut-Karabakh, il n'est pas illégitime de s'interroger sur les résultats à attendre de cette troïka au Kosovo... Encore qu'il vaut mieux se contenter d'un *statu quo* réel mais provisoire, que

(27) Vladimir SocOR, «Saakachvili at UN : international organizations failing on post-Soviet conflict resolution», *Eurasian Daily Monitor*, 1st oct. 2007.

d'annoncer un règlement précipité et générateur de scénarios les plus sombres...

* *
*

Les trois pays du Caucase du Sud organisent leur élection présidentielle en 2008. La Géorgie ouvre le bal en janvier, alors que les élections étaient initialement prévues en octobre : comme Mikhaïl Saakachvili veut transformer le scrutin présidentiel en référendum personnel pour désarmocier la crise de l'automne 2007, il organise une présidentielle anticipée et espère acheter la paix. L'Arménie élit son Président en février et l'Azerbaïdjan ferme l'année électorale avec une présidentielle en novembre. Ces trois scrutins se dérouleront en même temps que les élections des Présidents russe et américain. Dans ces conditions, l'année 2008 sera-t-elle une année-tournant dans le Caucase du Sud ? Rien n'est moins sûr, car rares sont les régions plus imprévisibles que le Caucase du Sud, espace anxiogène par excellence, où les stratégies de développement et autres prévisions économiques ne valent que pour ceux qui y croient. En effet, qui aurait cru en 2007 que le président géorgien Mikhaïl Saakachvili, véritable artisan de la « Révolution des roses » de 2003, allait décréter quatre ans après cette période d'ivresse démocratique l'état d'urgence dans son pays, pour venir à bout d'un mouvement de contestation pacifique exigeant sa démission pour cause d'autoritarisme ?

Pour sortir de cette escalade d'incertitudes avec la course aux armements comme symptôme général d'un mal-être régional, l'Union européenne serait bien avisée d'utiliser le maximum d'instruments de décrispation pour transmettre à cette région quelques signes de raison : affiner sa politique de voisinage en récompensant les bons élèves, exercer toute son influence en vue d'ouvrir la frontière entre la Turquie et l'Arménie, favoriser la coopération bilatérale (Arménie-Géorgie, Azerbaïdjan-Géorgie) à défaut d'une coopération régionale. Par sa nature, ses valeurs, son ambition, sa proximité avec la Russie et les Etats-Unis, son pouvoir d'attraction et son expérience militaire dans les opérations de stabilisation dans les Balkans comme en Afrique noire, l'UE a les moyens d'arrêter cette spirale du fou dans le Caucase du Sud. Cependant, les Européens en ont-ils la volonté politique ?